

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REBORN (ex CEISA PACKAGING)

873, rue de Gautray
ZI LA SAUSSAYE
45590 Saint-Cyr-En-Val

Références : 52/2025
Code AIOT : 0010005260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement REBORN (ex CEISA PACKAGING) implanté 873, rue de Gautray ZI LA SAUSSAYE 45590 Saint-Cyr-en-Val. L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REBORN (ex CEISA PACKAGING)
- 873, rue de Gautray ZI LA SAUSSAYE 45590 Saint-Cyr-en-Val
- Code AIOT : 0010005260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REBORN Val de Loire appartient au groupe REBORN depuis fin 2020. Le groupe REBORN comprend 4 établissements, deux 2 établissements (Bernay et Montbrisson) munis de lignes de désencrage permettant de produire les granulés recyclés pour les sites d'extrusion.

Le site implanté à Saint-Cyr-en-Val est spécialisé dans l'impression par flexographie sur films polyéthylènes, fabriqués à partir des granulés recyclés en interne du groupe. L'objectif est d'atteindre une production industrielle à partir de 80 % de PE recyclé d'ici 2050.

Le site fonctionne en 3x8h avec une trentaine de salariés et dispose actuellement de 2 lignes d'impression (Ligne Astra 4, Ligne Astra 5).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a également été l'occasion de faire le point avec l'exploitant sur l'instruction du dossier de réexamen IED (BREF STS) en cours. Des compléments seront demandés par l'inspection des installations classées en vue de finaliser le réexamen IED de l'établissement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Risques propagation de flamme dans les réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 4.2.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
2	Suivi des réservoirs enterrés	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Suivi de la bonne marche des installations de traitement des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Dispositions générales des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Auto surveillance des rejets canalisés - suivi de la température	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.5.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
7	Emissions diffuses de COV	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.5.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
9	Respect des VLE sur les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Auto surveillance des rejets canalisés - rapport de contrôle	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
11	Auto-surveillance des rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Emissions non canalisées de COV	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Conditions d'exploitation des produits émettant des COV	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Zone de stockage de matières	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	combustibles			
14	Consignes de sécurité en cas d'incendie	AP Complémentaire du 22/10/2020, article 7.7.5	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en place les actions nécessaires permettant de lever la plupart des constats émis lors de la visite d'inspection précédente, en particulier s'agissant des émissions de COV canalisés et diffus. L'établissement implanté à SAINT-CYR-EN-VAL est inclus dans le périmètre du PPA (Plan de Protection de l'Atmosphère) d'Orléans Métropole, dont le dernier plan approuvé par arrêté préfectoral du 13/12/2023 définit les COV comme polluant prioritaire avec un objectif de réduction à horizon 2030, y compris par les activités économiques. A ce titre, l'exploitant doit veiller à limiter ses flux de COV canalisés et diffus et justifier d'actions pérennes en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risques propagation de flamme dans les réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection contre des risques spécifiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat [C6] émis lors de la visite d'inspection précédente :</u> L'exploitant ne dispose d'aucun moyen de protection contre la propagation de flamme dans ses réseaux (transport possible d'une nappe enflammée de liquide inflammable entre les locaux de stockage et de préparation, et la rétention déportée).</p> <p>-----</p> <p>Vu : bon de commande n°4500096777 en date du 10/04/2024. Le jour de la visite, l'exploitant présente un équipement de type siphon pare-flamme qu'il a acquis mais qu'il n'a pas encore installé.</p>

<p>De fait le constat est maintenu.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle qu'un siphon pare-flamme doit être installé <u>dans chaque zone de collecte des liquides inflammables</u> pour empêcher le transport de nappe enflammée.</p> <p>Constat [PDC 1] : L'exploitant ne dispose d'aucun moyen de protection contre la propagation de flamme dans ses réseaux (transport possible d'une nappe enflammée de liquide inflammable entre les locaux de stockage et de préparation, et la rétention déportée).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche technique de l'équipement de type siphon pare-flamme ; - l'échéancier prévisionnel d'installation de l'équipement acquis et des autres équipements dans les zones de stockage et de mise en œuvre de liquides inflammables, puis les bons de commandes d'achat et d'installation associés ; - le plan des réseaux du site, mis à jour suite à ces modifications.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Suivi des réservoirs enterrés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.11</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Suivi des réservoirs enterrés</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose de trois cuves enterrées (reliées entre elles) pouvant recueillir les eaux de lavage dessous et les éventuelles égouttures de liquides inflammables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve de 3000 L reliée au local de nettoyage, • une cuve de 4000 L reliée au local encre blanche, • une cuve de 4000 L en polyéthylène reliée à la station de préparation des encres. <p>Un contrôle d'étanchéité des cuves est réalisé à minima tous les 2 ans. Une vidange des cuves est réalisée a minima annuellement. Les déchets traités dans une filière dûment autorisée.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat [C7] émis lors de la visite d'inspection précédente :</u></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle tous les deux ans de ses réservoirs enterrés.</p> <p>-----</p>

<p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il souhaite réaliser un contrôle par ultrasons avec l'organisme APAVE. Par ailleurs, un registre interne de suivi des vérifications visuelles annuelles sera mis en place.</p> <p>Dans l'attente de ces éléments permettant de justifier la bonne mise en œuvre des vérifications des réservoirs enterrés, le constat est maintenu.</p> <p>Constat [PDC 2] : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle tous les deux ans de ses réservoirs enterrés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Suivi de la bonne marche des installations de traitement des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la bonne marche des installations de traitement des rejets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme.</p> <p>Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat [C11] émis lors de la visite d'inspection précédente :</u></p> <p>Le registre de suivi de l'oxydateur thermique ne fournit aucune information sur l'origine des incidents / alarmes remontées ni sur les actions de remédiation.</p> <p>-----</p> <p>Vu : le registre de suivi de l'oxydateur thermique pour 2024. Ce dernier ne fait pas apparaître spécifiquement d'anomalie pour contrôler la bonne prise en compte du constat.</p> <p>Interrogé sur le sujet, l'exploitant ne dispose pas d'information précise sur le bon fonctionnement de l'oxydateur thermique dont l'entretien est entièrement sous-traité. L'automate actuel de l'oxydateur thermique ne permet pas d'obtenir l'historique des paramètres de fonctionnement ou des alarmes.</p> <p>Constat [PDC 3] : L'exploitant doit justifier des paramètres de bon fonctionnement de l'oxydateur thermique, du temps de montée en température permettant le fonctionnement optimal de l'équipement de traitement, ainsi que la liste des défauts, alarmes et seuils paramétrés dans</p>

l'incinérateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions générales des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.3 Conditions générales de rejet</p> <p>Conduit N° 1 Hauteur minimale : 12 m Diamètre : 1 m Débit nominal : 35 000 Nm³/h Vitesse mini d'éjection : 8 m/s</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat [C12] émis lors de la visite d'inspection précédente :</u> La vitesse d'éjection en sortie de l'oxydateur thermique ne respecte pas la valeur minimale de 8 m/s et la hauteur de la cheminée en sortie de l'oxydateur thermique ne respecte pas la valeur minimale de 12 m.</p> <p>-----</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'un investissement est prévu en 2025 pour la réhausse de la cheminée. Dans l'attente des travaux de remise en conformité, le constat est maintenu.</p> <p>Constat [PDC 4] : La vitesse d'éjection en sortie de l'oxydateur thermique ne respecte pas la valeur minimale de 8 m/s et la hauteur de la cheminée en sortie de l'oxydateur thermique ne respecte pas la valeur minimale de 12 m.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées l'échéancier de travaux prévu permettant de répondre au constat et les copies des bons de commandes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Auto surveillance des rejets canalisés - suivi de la température

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi de la température
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification du rendement de l'installation de traitement thermique des COV doit être réalisée annuellement.</p> <p>Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Ce contrôle est effectué par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport de contrôle.</p> <p>La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur les dépassements constatés et leurs causes, • sur les actions correctrices prises ou envisagées, • sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...). <p>La température de combustion de l'oxydateur thermique sera enregistrée en continu et asservie à une alarme qui se déclenchera lorsque la température sera trop faible pour assurer l'oxydation correcte des COV</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat [C13] émis lors de la visite d'inspection précédente :</u></p> <p>L'exploitant doit justifier que la température de la chambre de combustion de l'oxydateur thermique fait l'objet d'un suivi en continu et préciser, documents à l'appui, les seuils d'alarme définis au regard des rendements et performances épuratoires attendus.</p> <p>-----</p> <p>L'exploitant indique que son prestataire doit intervenir le 9 décembre prochain afin de modifier l'automatisme de l'oxydateur thermique et permettre l'enregistrement et le stockage de données. A ce stade, le suivi en continu de la température et la définition des seuils l'alarme ne sont pas disponibles.</p> <p>Le constat est maintenu.</p>

Constat [PDC 5] : L'exploitant ne justifie pas que la température de la chambre de combustion de l'oxydateur thermique fait l'objet d'un suivi en continu et des seuils d'alarme définis au regard des rendements et performances épuratoires attendus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que la température de la chambre de combustion de l'oxydateur thermique fait l'objet d'un suivi en continu et préciser, documents à l'appui, les seuils d'alarme définis au regard des rendements et performances épuratoires attendus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. Si la consommation annuelle de solvants de l'année N est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur Consommation
Constats : <u>Rappel du constat [C14] de la visite d'inspection précédente :</u> L'exploitant n'informe pas l'inspection des installations classées des actions visant à réduire la consommation de solvants sur le site. ----- Vu : plans de gestion des solvants au titre des années 2022 et 2023 (transmission via l'application GERE). L'exploitant indique que les actions en cours menées par le site sont menées sur l'oxydateur thermique (ajout de lits de céramiques). Il précise que les émissions les plus importantes sont sur les lignes d'impression mais qu'il n'identifie pas de piste pour les réduire car chaque groupe d'impression est doté d'une aspiration. L'exploitant précise les pistes d'amélioration envisagées à ce stade : <ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation des salariés ; - intervention de l'organisme QUALI-AIR pour accompagner le site sur la gestion et la captation

des émissions, notamment diffuses ;

- amélioration de l'oxydateur thermique (dont automatisme).

Enfin, il précise que la substitution des produits chimiques par des encres à l'eau a été étudiée mais n'apparaît pas satisfaisante.

Au regard des éléments indiqués précédemment, le constat est maintenu et reformulé comme suit :

Constat [PDC 6] : L'exploitant doit intégrer dans son plan de gestion des solvants les actions envisagées, prévues ou réalisées en vue de limiter la consommation des solvants de son établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Emissions diffuses de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses de COV

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser :

- 25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an,
- 20 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an.

Constats :

Rappel du constat [C15] de la visite d'inspection précédente :

L'exploitant justifiera les flux I2, O4, O6 et O8 définis dans son plan de gestion des solvants pour le calcul de sa consommation en solvants et de son flux d'émission diffuse.

Vu : plans de gestion des solvants émis au titre des années 2022 et 2023 (transmission via l'application GEREPE). La consommation en solvants s'élève à 147,6 tonnes en 2023 et 191,9 tonnes en 2022.

Il est constaté que la consommation en solvants est décroissante ces dernières années (elle était de 207,6 tonnes en 2021).

Les éléments présentés lors de la visite d'inspection ne permettent pas de lever le constat émis lors de la visite d'inspection précédente. L'exploitant a indiqué que le tableur servant à la détermination des flux pourrait être transmis à l'inspection des installations classées afin que la détermination des flux soit plus claire.

L'exploitant indique qu'il souhaite se faire accompagner de la société DEKRA pour la mise à jour

de son plan de gestion des solvants.

Le constat est maintenu :

Constat [PDC 7] : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les flux I2, O4, O6 et O8 définis dans son plan de gestion des solvants pour le calcul de sa consommation en solvants et de son flux d'émission diffuse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les plans de gestion des solvants des années 2022 et 2023 sous format tableur accompagné des éléments justificatifs du calcul des flux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Zone de stockage de matières combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.3

Thème(s) : Risques accidentels, Zone de stockage de matières combustibles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2024

Prescription contrôlée :

L'ensemble des matières combustibles entreposées (produits finis et semis-finis) sur le site sont situées à l'intérieur des bâtiments de production et de stockage.

En cas de stockage sur les zones extérieures, l'exploitant doit préalablement transmettre au préfet du Loiret un dossier de porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement comportant à minima :

- une étude des flux thermiques engendrés par l'incendie des stockages extérieurs et proposant d'éventuels solutions techniques pour confiner les flux thermiques sur le site,
- une étude justifiant de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie et de confinement des eaux d'extinction sur le site.

Constats :

Rappel du constat [C4] émis lors de la visite d'inspection précédente :

L'exploitant stocke des matières combustibles (produits semi-finis) en dehors du bâtiment.

Vu : absence de stockage des produits finis et semi-finis en extérieur.

Le constat émis lors de la visite d'inspection précédente peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect des VLE sur les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2024

Prescription contrôlée :

Article 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O₂ de référence mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

Concentrations instantanées (en mg/Nm³) du conduit n°1

Composés organiques volatils non méthanique (COVnM) : 50 mg/Nm³ (1)

Oxydes d'azote (NOX, en équivalent NO₂) : 100 mg/Nm³

Méthane (CH₄) : 50 mg/Nm³

Monoxyde de carbone (CO) : 100 mg/Nm³

(1) si rendement épuratoire >98 %. La VLE est ramenée à 20 mg/Nm³ dans les autres cas.

Constats :

Rappel des constats de la visite d'inspection précédente

Vu : Rapport suite aux prélèvements sur les rejets atmosphériques, en date du 24/04/2023 qui fait état de :

- résultats basés sur 3 essais ;
- un rendement épuratoire de l'équipement de 96,8 %, soit inférieur à 98 % ;
- un dépassement de la valeur en concentration sur le paramètre CO (214,3 mg/Nm³, pour un flux de 2642,8 g/h) ;
- un dépassement de la valeur en concentration sur le paramètre COVnM (49,8 mg/Nm³ pour une VLE définie à 20 mg/Nm³ à ce niveau de rendement).

L'écart [NC6] relevé lors de la visite d'inspection du 03/06/2020 est maintenu et modifié pour intégrer les autres paramètres non conformes.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la société ANCRAGE (fournisseur de l'équipement) a effectué une intervention en date du 10/07/2023. A l'issue de cette intervention de nouveaux prélèvements sont prévus mais n'ont pas encore été planifiés par l'exploitant.

Rappel du constat [C16] émis lors de la visite d'inspection précédente :

Les concentrations sur les paramètres CO et COVnM en sortie de l'oxydateur thermique sont supérieures aux valeurs limites d'émission (respectivement de 100 mg/Nm³ et 20 mg/Nm³).

Constats émis dans le cadre de la visite d'inspection

Dans sa réponse du 12/04/2024, l'exploitant a rappelé à l'inspection des installations classées l'intervention de l'installateur de l'oxydateur thermique le 10/07/2023. S'agissant du paramètre CO, les paramètres PID de régulation du brûleur ont été modifiés afin d'assurer un temps de réponse plus rapide et éviter les variations brusques de la température. L'exploitant indique qu'à l'issue de cette intervention la valeur en CO mesurée avait pour valeur 40 mg/Nm³.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier :

- d'une nouvelle vérification par un organisme extérieur de la valeur en concentration sur le paramètre CO en sortie de l'oxydateur thermique suite à l'intervention de l'installateur de l'équipement ;
- de la vérification annuelle au point de rejet en 2024 (dernière vérification le 24/04/2023).

Au regard de ces éléments, le constat émis est maintenu dans l'attente d'un nouveau contrôle des émissions atmosphériques au point de rejet.

Constat [PDC 9] : Les concentrations sur les paramètres CO et COVnM en sortie de l'oxydateur thermique sont supérieures aux valeurs limites d'émission (respectivement de 100 mg/Nm³ et 20 mg/Nm³, selon rendement épuratoire).

Il convient de noter que le constat de non respect de la valeur limite d'émissions sur le paramètre COVnM est récurrent et a été relevé pour la première fois lors de la visite d'inspection du 03/06/2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Auto surveillance des rejets canalisés - rapport de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, rapport de contrôle

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Une vérification du rendement de l'installation de traitement thermique des COV doit être réalisée annuellement.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de

l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Ce contrôle est effectué par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport de contrôle.

La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes,
- sur les actions correctrices prises ou envisagées,
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...).

La température de combustion de l'oxydateur thermique sera enregistrée en continu et asservie à une alarme qui se déclenchera lorsque la température sera trop faible pour assurer l'oxydation correcte des COV

Constats :

Rappel du constat [C17] émis lors de la visite d'inspection précédente :

L'exploitant n'a pas transmis le rapport présent les résultats des contrôles d'autosurveillance dès réception accompagné des commentaires sur les dépassements constatés et leurs causes, sur les actions correctrices prises ou envisagées et sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...).

L'exploitant n'a pas fait intervenir d'organisme extérieur pour la réalisation du contrôle des émissions atmosphériques au point de rejet en 2024. Le dernier contrôle (prélèvements et analyses) a été mené le 24/04/2023.

Au regard de ces éléments, le constat émis est maintenu dans l'attente d'un nouveau contrôle des émissions atmosphériques au point de rejet.

Constat [PDC 10] : L'exploitant n'a pas transmis le rapport présentant les résultats des contrôles d'autosurveillance dès réception accompagné des commentaires sur les dépassements constatés et leurs causes, sur les actions correctrices prises ou envisagées et sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Auto-surveillance des rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'oxydateur

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède à la mesure des paramètres visés ci-dessous sur le point de rejet défini à l'article 3.2.2 selon la périodicité suivante :

Paramètres // Fréquence

Débit // Annuelle

Composés organiques volatils non méthanique (COVnM) // Annuelle

Oxydes d'azote (NOX, en équivalent NO₂) // Annuelle

Méthane (CH ₄) // Annuelle Monoxyde de carbone (CO) // Annuelle Une vérification du rendement de l'installation de traitement thermique des COV doit être réalisée annuellement. Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Ce contrôle est effectué par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas fait intervenir d'organisme extérieur pour la réalisation du contrôle des émissions atmosphériques au point de rejet en 2024. Le dernier contrôle (prélèvements et analyses) a été mené le 24/04/2023. Constat [PDC 11] : L'exploitant n'a pas réalisé la mesure annuelle des polluants émis au point de rejet en sortie de l'oxydateur thermique. La vérification annuelle du rendement de l'installation de traitement thermique des COV n'a pas été réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Emissions non canalisées de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 16/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. [...]

Constats :Rappel du constat [C19] de la visite d'inspection précédente :

L'exploitant rejette à l'atmosphère des émissions captées de COV (local distilleuse et station à encres) non prévues par l'arrêté. Ces émissions ne font pas l'objet des contrôles des valeurs limites d'émissions définies par à l'article 3.2.4.

Vu : devis obtenu pour le raccordement de la distilleuse à l'incinérateur du 15/05/2024.

L'exploitant souhaite se faire accompagner d'un bureau d'études pour évaluer l'ensemble des actions à mettre en place en vue d'améliorer les rejets du site en COV canalisés et diffus.

Pour rappel : le site implanté à SAINT-CYR-EN-VAL est inclus dans le périmètre du PPA (Plan de Protection de l'Atmosphère) d'Orléans Métropole, dont le dernier plan approuvé par arrêté préfectoral du 13/12/2023 définit les COV comme polluant prioritaire avec un objectif de réduction à horizon 2030, y compris par les activités économiques.

Dans l'attente de l'avancement sur ce point, le constat est maintenu.

Constat [PDC 12] : L'exploitant rejette à l'atmosphère des émissions captées de COV (local distilleuse et station à encres) non prévues par l'arrêté. Ces émissions ne font pas l'objet des contrôles des valeurs limites d'émissions définies par à l'article 3.2.4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Conditions d'exploitation des produits émettant des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets diffus

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après

[...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments

ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Rappel du constat [C18] de la visite d'inspection précédente :

L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement, s'agissant :

- des conditions de stockage des encres et solvants au local 'blanc' : le local n'est pas muni d'une aspiration ni d'un renouvellement de l'air malgré la présence d'un stock important d'encres et de solvants relarguant des COV. Ces conditions de stockage ne respectent pas les préconisations des FDS des produits vérifiées par sondage.
- d'emploi au local distilleuse / machine à laver : bidon de solvant à ciel ouvert pour le trempage de pièces à nettoyer.

L'exploitant rappelle les actions prises sur le site en réponse au constat. Une recherche de la cause sur la problématique du trempage des pièces a été menée afin d'éviter que cela se reproduise. Les encres trop sèches ne sont pas nettoyées après un passage dans la machine à laver. Il précise que la consigne est de passer plusieurs fois les pièces dans la machine à laver. Un rappel des consignes a été fait aux équipes.

L'exploitant précise qu'il est en réflexion pour faire intervenir un organisme (QUALI'AIR) en vue de se faire accompagner pour réduire ses émissions diffuses et mesurer la qualité de l'air ambiant pour les salariés.

Le jour de la visite, il n'est pas constaté de trempage de pièce à proximité de la machine à laver. Il est constaté de fortes odeurs de solvants dans l'établissement, notamment à proximité des machines d'impression (pied de machine, zone de stockage des encres en pied de ligne) et dans la zone de stockage des solvants ("stockage blanc").

Au regard de ces éléments, le constat est maintenu mais reformulé comme suit :

Constat [PDC 13] : L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter les émissions diffuses de polluants dans l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Consignes de sécurité en cas d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2020, article 7.7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes

Constats :

Rappel du constat [C21] émis lors de la visite d'inspection précédente :

La consigne de sécurité présentant la conduite à tenir en cas d'incendie nécessite d'être remise à jour.

Vu : les consignes de sécurité corrigées affichées en plusieurs points de l'établissement.

Le constat est levé.

Type de suites proposées : Sans suite